



LA FEDERATION COMMUNIQUE

GROUPE DANONE NON À LA CASSE DE L'EMPLOI

Le 19 février, le groupe Danone a annoncé la suppression de 901 emplois en Europe dont 236 en France. Danone, entreprise du CAC 40, sacrifie des salariés sur l'autel de la rentabilité financière à court terme et pour satisfaire les actionnaires.

C'est sur le dos de la crise et au nom de la compétitivité que Danone tente de justifier ces licenciements. Pour rappel, Franck Riboud s'est octroyé 7,7 millions d'euros de rémunération en 2011, soit plus de 700 Smics. 2012 semble encore un bon cru pour lui. Entre 2007 et 2011, les dividendes par action ont augmenté de 26,4 %. Et pour seulement le premier semestre 2012, les dividendes versés aux actionnaires se sont élevés à 1 milliard 350 millions d'euros, soit 86 250 Smics annuels. A cela s'ajoutent les scandaleuses exonérations fiscales ou sociales dont bénéficie le groupe, qui lui auront permis de faire 875 millions d'euros d'économie d'impôts pour la seule année 2011, pour totaliser 7 milliards d'euros entre 2005 et 2011. Qui dit mieux ! Certainement pas tous les salariés du groupe.

Parallèlement aux profits qui explosent, depuis de nombreuses années les effectifs du groupe diminuent, du fait notamment du non remplacement des départs en retraite ou départs dits naturels. Dans le même temps, on assiste à l'augmentation des emplois précaires. Les salaires pratiqués dans le groupe sont au ras des pâquerettes, les conditions de travail se dégradent fortement. Il y a belle lurette que le double projet social et économique, tarte à la crème du groupe, ne fait plus sourire les salariés.

Par la soi-disant « simplification organisationnelle » et les licenciements annoncés hier, c'est la destruction de familles entières, la flexibilité et la précarité à outrance, la fragilisation des outils industriels, la qualité des produits et la santé publique remises en cause, que Danone tente d'imposer. Le soutien de l'UITA, structure professionnelle de la CSI dont la CFDT, FO et quelques autres syndicats sont adhérents, a apporté sa caution à ce plan lors du Comité de groupe européen qui s'est tenu à Genève les 18 et 19 février. Cette organisation syndicale internationale, après avoir accompagné et accepté les charrettes de licenciements et la fermeture des sites de Calais (62) et d'Evry (91) chez LU, a eu une attitude scandaleuse lors de cette réunion du comité de groupe européen de Danone, traitant aujourd'hui les 901 salariés promis au chômage, au déclassement ou au déplacement, de « branche pourrie » qui devrait être coupée pour aider le groupe..

La fédération et les syndicats CGT du Groupe Danone s'opposent fermement aux stratégies du groupe Danone et à la casse sociale. Ils n'accepteront aucun licenciement dans le groupe. Les reculs sociaux ne se négocient pas, ils se combattent.

La CGT mènera la lutte pour que les richesses créées par les salariés et accaparées par une minorité parasite, servent à répondre aux exigences sociales en termes de développement de l'emploi, d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de travail. La sauvegarde et le développement de nos outils industriels, la production de qualité garantissant la santé publique et répondant aux besoins de la population sont incontournables et exigent la maîtrise publique de ce mastodonte et de secteurs économiques stratégiques pour l'indépendance de notre pays et notre souveraineté alimentaire.

Montreuil, le 20 février 2013